

A. Z.

Séance du vendredi 12 février 2016

Giorgio Agamben, *La guerre civile. Pour une théorie politique de la stasis*, 2015

Il est intéressant de constater que pour de nombreux intellectuels, c'est l'échelle mondiale qui est pertinente pour penser le phénomène terroriste. Non pas simplement la France, quand bien même tous les acteurs de ces attentats sont des Français, non pas même le niveau disons d'une confrontation entre la France, ou l'Europe, et le monde musulman ; il ne s'agit pas d'un choc culturel. Mais l'échelle planétaire, en tant que le *monde* est aujourd'hui une dimension, et peut-être *la* dimension politique pertinente.

Nous parlerons ici d'un texte de Giorgio Agamben, qui rassemble deux, l'un à propos de la *stasis*, c'est-à-dire le mot grec qui signifie la « guerre civile », l'autre sur Hobbes, qui est une tentative d'explication du frontispice du *Leviathan*. Ces deux essais reproduisent deux séminaires prononcés en octobre 2001 à l'université de Princeton : le mois qui suivait, donc, les attentats du 11 septembre 2001. Il y est fait plusieurs allusions au terrorisme : il sera intéressant de les comparer avec ce qui est dit aujourd'hui, d'autant plus que le 11 septembre est véritablement l'événement terroriste le plus marquant. C'est presque le modèle, ou le paradigme de ce type d'événement, de ce nouveau type d'événement, qui donc n'est pas qu'un simple événement isolé.

Et l'attentat terroriste, c'est devenu véritablement un événement du commun : horrible certes, mais qui est là de manière latente, qui est un des possibles en tout cas : une catégorie d'événement, du *connu*. C'est même une catégorie du politique contemporain. Mais cela on pourrait dire que les attentats du 11 septembre, et ce qui s'est passé depuis, ne font que l'accentuer. Il y a eu d'autres attentats déjà auparavant, et on peut remonter en fait au XIX<sup>e</sup> siècle, avec les attentats anarchistes : une bombe qui explose à la chambre des députés à Paris en 1893, puis l'assassinat du président de la République de l'époque - c'est alors la Troisième République – Sadi Carnot, en 1894, etc. On appelait alors cela la « propagande pas le fait », mais aussi déjà « terrorisme ». Là-aussi, on pourrait se demander en quoi ces événements et ceux qu'on a vécus pourraient être rapprochés, en tant qu'actions politiques, mais d'un genre particulier. Ces actions nécessitent en effet pour exister, et trouve leur pertinence dans leur médiatisation. Or le domaine médiatique naît véritablement au XIX<sup>e</sup> siècle sous la forme qu'on

lui connaît : d'abord journal, puis radio, télé, aujourd'hui internet etc. : différentes variantes du même fait de structure. C'est donc un acte politique dont la finalité principale est d'être médiatisé. Ce n'est pas quelque chose d'efficace en soi, il a besoin des intermédiaires que sont les médias, lesquels en système représentatif jouent le rôle de lien, de milieu entre deux choses que l'on a préalablement séparées : les citoyens et leurs représentants.

Le nom même de « terrorisme » l'indique : pour terroriser il faut être visible, et surtout par ceux qui ne sont pas touchés directement par l'attentat : paradoxalement ce sont eux la véritable cible. Aussi la victime assume alors un rôle représentatif paradoxal, ou peut-être inversé par rapport au représentant politique ; la victime représente l'ensemble du groupe potentiellement visé : juif, chrétiens, musulmans, policiers, voire le corps social tout entier. Le terrorisme opère alors une sorte de renversement des principes politiques modernes : c'est la victime qui sert de principe d'incarnation. Là-dessus aussi on pourrait s'interroger : commémoration, surenchère mémoriel, légion d'honneur posthume pour certaines victimes. Auparavant c'étaient les grands hommes qu'on commémorait ; c'est certes toujours le cas, même si ça semble moins bien marcher. Mais aujourd'hui le statut même de victime est considéré comme suffisamment représentatif pour que l'on s'y reconnaisse : le sentiment diffus, mais en réalité complètement recherché, de tous être victime potentielle. Le corps social tout entier s'incarne dans les quelques victimes de l'attentat. On retombe ici sur des logiques chrétiennes : le rôle christique de la victime, censée prendre sur elle le poids de toute l'humanité.

De tout cela on peut au moins conclure que ce que l'on appelle *terrorisme* est véritablement un fait politique moderne. C'est le monde politique que les attentats du 11 septembre ont imposés, et qui depuis s'étend à vitesse accélérée. Or précisément cet emballement depuis quelques années signifie que la logique politique mondiale qui est en cours, et dont le terrorisme n'est qu'un symptôme, elle s'accroît elle-même. On va tenter avec le livre d'Agamben de percevoir de quoi il s'agit.

Ces essais ont donc été rédigés dans un monde bousculé par des attentats. Ils ont été publiés l'année dernière, en avril 2015, peu après les attentats de Charlie Hebdo, ce qui n'est pas un hasard. Il s'agit donc de voir si les thèses proposées alors sont encore valables aujourd'hui. Les quelques pages introductives résument les deux ou trois principales thèses :

« Les deux textes publiés aujourd'hui reproduisent, avec des variantes et des ajouts, deux séminaires sur la guerre civile tenus à l'université de Princeton en octobre

2001. Ce sera aux lecteurs de décider en quoi les thèses proposées ici – qui identifient dans la guerre civile le seuil de politisation fondamental de l'Occident et dans l' « adémie », c'est-à-dire l'absence d'un peuple, l'élément constitutif de l'Etat moderne – conservent leur actualité ou si l'entrée dans la dimension de la guerre civile mondiale en a altéré le sens de manière essentielle ».

Il y a donc trois propositions : 1) Nous sommes entrés dans l'ère de la guerre civile mondiale. Ce n'est d'ailleurs pas le premier à le dire. 2) La guerre civile est le seuil de politisation fondamental de l'Occident 3) L' « adémie », l'absence de peuple (de *dèmos*, peuple en grec, augmenté d'un a- privatif) est l'élément constitutif de l'Etat moderne. Pour ma part je ne traiterai que du premier essai sur la guerre civile grecque.

En Grèce, la guerre civile se dit *stasis* : terme étonnant, qui signifie également le fait d'être dressé, debout, stable. D'après les analyses d'Agamben, le politique en Grèce peut être vu comme un champ de force dont les deux pôles sont la famille, l'*oikos*, le pôle négatif et la cité, la *polis*, le pôle positif. Entre les deux, dans une zone de tension entre les deux pôles, se trouve la *stasis*. C'est en cela qu'il s'agit pour Agamben d'un seuil : « dans le système de la politique grecque, la guerre civile fonctionne comme un seuil de politisation ou de dépolitisation, par lequel la maison s'excède en cité, et la cité se dépolitise en famille » (p.23)

La cité grecque apparaît donc comme quelque chose de très étonnant pour nous, dans la mesure où elle interprète la guerre civile comme lui étant coessentielle. Dans une certaine mesure il s'agit de l'inverse de notre propre conception de la guerre civile, comme le montre la manière étrange à nos yeux dont était « réglementée » la *stasis*. Deux règles principales : 1) une loi qui aurait été établie par le législateur Solon, un personnage athénien semi-légitime : lors d'une guerre civile, toute personne qui n'aurait pas pris les armes et ne se serait pas engagé dans un des camps en lutte doit être punie d'une peine d'*atimie*, c'est-à-dire d'une perte des droits civiques. Obligation de participer à une guerre civile. 2) Lors de la guerre civile athénienne de 403, au terme de la Guerre du Péloponnèse, est instituée une loi d'amnistie, qui interdit de « rappeler les malheurs » de la guerre civile, et donc d'intenter un procès à qui que ce soit. Obligation d'oublier.

« Dans la mesure où elle constitue un paradigme politique coessentiel à la cité (...), la *stasis* n'est pas quelque chose qui puisse jamais être oublié ou refoulé : elle est l'inoubliable qui doit rester toujours possible dans la cité et qui, cependant, ne doit pas être rappelé par des procès et des rancunes. C'est donc exactement le contraire de ce que la guerre civile semble être pour les modernes : c'est-à-dire quelque chose

que l'on doit chercher à rendre à tout prix impossible et qui doit être sans cesse rappelé par des procès et des persécutions légales » (p.28).

Il s'agissait donc pour les Grecs de préserver un équilibre toujours précaire entre famille et cité, quoique la *stasis* reste dans le domaine du possible.

A partir de cette analyse, le constat que dresse Agamben pour notre aujourd'hui, ce que je crois comprendre en tout cas, c'est celui du passage à un monde dénué de politique, où tout est « famille », « maison », et donc « économie » : il faut se souvenir en effet qu' « économie » vient d'*oikonomia*, et donc d'*oikos*, la maison. Littéralement, économie signifie donc l'administration des affaires de la maison, enfant, femmes et esclaves compris. Or on peut se demander si ce n'est pas sur ce modèle familiale et domestique que se détermine la politique du monde, et de manière accélérée depuis son entrée dans la phase néo-libérale. On ne fait jamais la guerre, et surtout pas pour des raisons politiques. On rétablit l'ordre dans tel ou tel quartier du monde, pour commercer sans entrave et avoir la paix chez nous. Reste que la politique doit bien resurgir d'une manière ou d'une autre. D'où cette conclusion d'Agamben :

« La forme qu'a prise aujourd'hui la guerre civile dans l'histoire mondiale est le terrorisme. Si le diagnostic foucauldien de la politique moderne comme biopolitique est correct et si l'est également la généalogie qui la ramène à un paradigme théologico-économique, le terrorisme mondial est la forme que prend la guerre civile quand la vie comme telle devient l'enjeu de la politique. Quand la *polis* se présente sous les traits rassurant d'un *oikos* – la « maison Europe », ou le monde comme espace absolu de la gestion économique globale -, alors la *stasis*, qui ne peut plus se situer sur le seuil entre *oikos* et *polis*, devient le paradigme de tout conflit et entre dans la figure de la terreur. Le terrorisme est la « guerre civile mondiale » qui investit à chaque fois telle ou telle zone de l'espace planétaire.

Ce n'est pas un hasard si la « terreur » a coïncidé avec le moment où la vie comme telle – la nation, c'est-à-dire la naissance – devenait le principe de la souveraineté. La seule forme où la vie comme telle peut être politisée est l'exposition inconditionnelle à la mort, c'est-à-dire à la vie nue ». (p.30-31)